

## Philippines, France, Belgique : Facebook, maître des urnes ?



Photo by [Daria Nepriakhina](#) on [Unsplash](#)

Isabelle Franck  
Septembre 2022

« Sans Twitter, je ne serais probablement pas là. J'ai près de cent millions d'abonnés sur Facebook, Twitter et Instagram. J'ai mon propre média. Je n'ai pas besoin de m'en remettre aux faux médias. »  
Donald Trump<sup>1</sup>

**Le 9 mai 2022 avaient lieu les élections aux Philippines, afin d'élire notamment les président-e et vice-président-e pour les six années à venir. En lice : une longue série de candidat-es, mais deux favoris : Ferdinand (dit Bong Bong) Marcos, le fils de l'ancien dictateur, et Leni Robredo, avocate de 57 ans. Sara Duterte, la fille du Président en fin de mandat, se présentait comme candidate à la vice-présidence, en accord avec Ferdinand Marcos Jr.**

**Outre les irrégularités constatées par la mission internationale d'observation – à laquelle ont participé des parlementaires belges<sup>2</sup> -, ce scrutin se distingue par le fait que la campagne électorale s'est essentiellement déroulée sur les réseaux sociaux. Une tendance que l'on observe un peu partout mais qui, compte tenu du contexte philippin, a des conséquences particulièrement importantes dans ce pays. Dans cette analyse, nous observerons ce qui s'est passé aux Philippines, mais aussi en Belgique et en France, pour voir comment les réseaux sociaux influencent les processus démocratiques.**

Les médias sociaux revêtent une importance particulière aux Philippines : « Plus de 90 % des Philippins ayant accès à internet sont présents sur les médias sociaux. Facebook et YouTube dominant le pays : en 2021, environ 81 % de la population philippine était sur Facebook. Parallèlement, 85 % des Philippins ayant accès à Internet regardent YouTube. **L'internaute philippin moyen passe près de quatre heures par jour sur les médias sociaux.** Facebook s'est profondément ancré dans la société philippine, en grande partie grâce à ses initiatives d'expansion dans les pays appauvris du Sud. Facebook Basics, introduit en 2013, s'est associé aux opérateurs locaux pour offrir Facebook sans frais de données. Par conséquent, **Facebook est de facto devenu l'Internet pour de nombreux Philippins** »<sup>3</sup>.

## Une armée de trolls

Cela a évidemment des conséquences sur la façon dont les Philippin-es s'informent, puisque pour le reste d'Internet, il faut payer. Pour la majorité de la population qui n'a pas les moyens de se payer un accès complet, vérifier les informations sur une diversité de sites est donc impossible. Une enquête réalisée en 2017 a révélé que **les Philippin-es ayant accès à Internet font davantage confiance aux médias sociaux qu'aux médias traditionnels** –

<sup>1</sup> <https://digeetalife.com/reseaux-sociaux-et-elections-quels-effets/>

<sup>2</sup> Voir <https://iboninternational.org/2022/05/30/parliamentarians-csos-and-human-rights-groups-in-belgium-call-for-accountability-in-very-far-from-fair-2022-philippine-elections/>

<sup>3</sup> Social Media Misinformation and the 2022 Philippine Elections, Japhet Quitzon, sur le site du Center of Strategic International Studies, 22 novembre 2021. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-45m9>

87 % des personnes interrogées ont déclaré faire confiance aux informations trouvées sur les médias sociaux<sup>4</sup>.

Fin 2016 en Belgique, il n'était plus question de posséder une carte SIM prépayée de façon anonyme : l'identification devenait obligatoire, afin, notamment, d'éviter les escroqueries et autres abus. Une proposition de loi similaire avait été votée par les deux chambres du parlement philippin au début 2022. Elle prévoyait en outre que les utilisateurs et utilisatrices de réseaux sociaux ne puissent plus se cacher derrière un pseudonyme mais doivent fournir leur identité réelle. Mais le président a rejeté cette proposition, à quelques semaines des élections. Selon lui, une telle obligation porterait atteinte à la vie privée et à la liberté d'expression<sup>5</sup>. Car **le président sortant avait déjà très bien compris le parti qu'il pouvait tirer des réseaux sociaux**, en particulier de Facebook. Déjà, lors de la campagne électorale de 2016 qui allait mener à son élection, Duterte avait mobilisé une armée de 'trolls'<sup>6</sup> pour diffuser son message sur les réseaux sociaux. Il était le premier aux Philippines à utiliser à ce point les réseaux sociaux, et il ne s'est pas arrêté depuis.

## Réécrire l'histoire

Les candidat-es aux élections de 2022 soit ont emboîté le pas à cette stratégie, soit l'ont rejetée. Ferdinand Marcos junior, dit Bong Bong, soutenu par le Président en place, en a pour sa part usé et abusé. Cela faisait déjà un moment que sa famille s'employait à redorer l'image du clan Marcos sur les réseaux sociaux. Rappelons que Ferdinand Marcos père, président des Philippines de 1965 à 1986, avait décrété la loi martiale en 1972. Ce régime a duré jusqu'en 1986, quand il a été renversé par une révolte populaire. Il se solde par des milliers d'opposants arrêtés, torturés ou tués et par des milliards de dollars détournés.

C'est tout cela que la famille Marcos et ses alliés s'emploient depuis des années à maquiller par des campagnes sur les réseaux sociaux<sup>7</sup>. Leur tâche est facilitée par la jeunesse de la population philippine : 37% des votant-es ont moins de 35 ans et n'ont donc pas connu la dictature Marcos. Compte-tenu des bulles informatives créées par les algorithmes des médias sociaux, il n'est pas trop compliqué de réécrire l'histoire et de la faire avaler aux jeunes internautes, comme en témoigne cette déclaration d'une jeune fille de 18 ans : *« J'ai vu des vidéos sur TikTok qui expliquent d'où provient ce trésor, c'est super intéressant. Le père Marcos a été un avocat très puissant, son métier lui a permis d'avoir une montagne d'argent. Il va aider tous les Philippins, c'est pourquoi je vais voter pour lui. »*<sup>8</sup>

Conséquence de ces « bulles » qui se forment sur les réseaux sociaux : la société se polarise, se divise, le dialogue devient difficile. C'est ce dont témoigne Jamel Caylan, responsable de

---

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/philippines-le-president-duterte-s-oppose-a-une-loi-sur-les-reseaux-sociaux-20220415>

<sup>6</sup> Individus qui, via un ou plusieurs comptes, perturbent les échanges sur les forums ou sur les réseaux sociaux en multipliant les messages polémiques ou de désinformation.

<sup>7</sup> L'opération de réhabilitation de la famille Marcos est soutenue par le désormais ex-président Duterte, qui a notamment fait rapatrier et enterrer dans le cimetière des héros la dépouille du dictateur.

<sup>8</sup> Dans Libération, le 6 mai 2022. [https://www.liberation.fr/international/asia-pacifique/aux-philippines-le-fleau-des-fake-news-sabat-sur-lelection-presidentielle-20220506\\_L7MGS4YXRJDLFMXLPCLHRYOXCI/](https://www.liberation.fr/international/asia-pacifique/aux-philippines-le-fleau-des-fake-news-sabat-sur-lelection-presidentielle-20220506_L7MGS4YXRJDLFMXLPCLHRYOXCI/)

la communication chez Kilos Ka<sup>9</sup>, mouvement qui soutient les petits paysans philippins, partenaire d'Entraide et Fraternité : « **la profondeur de la désinformation parmi les masses les plus crédules est vraiment difficile à corriger, surtout si elle est ancrée dans le fanatisme.** C'est ce que j'ai pu constater lorsque j'ai essayé de débattre avec un partisan de Marcos. » Et cette division s'invite au sein même du mouvement : « *même certains membres des organisations populaires de Kilos Ka ont des opinions différentes sur leurs paris présidentiels. Nous ne sommes pas non plus unis, même avec une éducation appropriée dans les communautés* ».

Bien entendu, la popularité de Duterte et de ses alliés n'est pas due seulement aux réseaux sociaux. « *Vous, les dealers, les braqueurs et les vauriens, vous feriez mieux de partir. Parce que je vais vous tuer* »<sup>10</sup> : sa stratégie depuis des décennies consiste notamment à désigner des catégories de la population – trafiquant-es de drogues, militant-es des droits humains<sup>11</sup>, personnes sortant pour travailler malgré le confinement - comme coupables des problèmes vécus par la population, en occultant de ce fait les causes profondes que sont la pauvreté et l'injustice sociale. Et en n'hésitant pas à faire assassiner des milliers de personnes<sup>12</sup>. « *Le gouvernement crée donc ce type de consensus pour imposer sa force brute en exploitant et en exacerbant l'aversion des gens pour ce qu'ils perçoivent ou ce qu'on leur fait percevoir comme un « autre » intrusif et dangereux.* »<sup>13</sup>

Cette stratégie, amplifiée par la caisse de résonance des réseaux sociaux, a porté ses fruits, puisque les « poulains » de Rodrigo Duterte, Ferdinand Marcos Jr. et Sara Duterte, ont été élus respectivement président et vice-présidente des Philippines.

## Et en Europe ?

Qu'en est-il dans nos démocraties occidentales ? La politique spectacle, particulièrement en France, mais aussi en Belgique, ne date pas d'hier. Slogans, attaques personnelles et « petites phrases » tiennent trop souvent lieu de débats électoraux.

La différence avec les réseaux sociaux, c'est qu'avec la télé, tout le monde est devant le même spectacle. Sur Facebook, Instagram ou TikTok, pour ne citer que trois médias sociaux, le programme est personnalisé et l'on se retrouve rapidement entre internautes partageant les mêmes valeurs et opinions, critiquant les autres « bulles », mais sans jamais interagir ni dialoguer avec elles. Comme dit plus haut, cela favorise la polarisation autour d'idées simplistes, peu ou mal argumentées, quand on ne se trouve pas carrément en présence de

<sup>9</sup> Ce témoignage a été recueilli par mail.

<sup>10</sup>[https://www.francetvinfo.fr/monde/asie/philippines-duterte-declare-la-guerre-a-la-droque-et-la-criminalite\\_3061785.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/asie/philippines-duterte-declare-la-guerre-a-la-droque-et-la-criminalite_3061785.html) Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-46xd>

<sup>11</sup> Les militant-es des droits humains sont par exemple accusé-es de défendre les trafiquant-es de drogue que R. Duterte encourage à assassiner, allant jusqu'à promettre des récompenses pour cela. Alors qu'il était maire de Davao, des escadrons de la mort auraient fait plus d'un millier de victimes. Source : <https://miniurl.be/r-46xd> (FranceTVInfo).

<sup>12</sup> Lire à ce sujet l'article d'Amnesty International, « La Guerre contre la drogue de Duterte », juillet 2019. <https://www.amnesty.fr/justice-internationale-et-impunite/actualites/la-guerre-contre-la-droque-de-duterte> Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-46xc>

<sup>13</sup> Extrait de « Élections présidentielles aux Philippines : héritage et avenir politiques du « dutertisme », Cédric Leterme et Focus on the Global South, CETRI, 9 mai 2022. <https://www.cetri.be/Elections-presidentielles-2022-aux>

mensonges et de falsifications. Car si, **dans les médias traditionnels, les journalistes dignes de ce nom ont les connaissances nécessaires pour mettre les déclarations des politiques en perspective, les confronter à la réalité ou à d'autres arguments, ce n'est pas le cas sur Facebook ou Instagram**, qui permettent à chaque candidat-e de contrôler totalement sa communication. Une autre différence avec la radio et la télévision en France : sur ces dernières, en période électorale, le temps de parole des différents partis est contrôlé et régulé par le CSA<sup>14</sup>. Un traitement équitable de tous les partis qu'il est impossible d'imposer sur les réseaux sociaux.

Il n'est dès lors pas étonnant que les candidat-es à la présidence française aient consacré une grande partie de leurs moyens humains à faire campagne sur Internet et les réseaux sociaux. La stratégie : se constituer une armée la plus nombreuse possible de militant-es qui vont diffuser leurs contenus. La constitution de ce réseau est particulièrement importante en France, puisqu'il est d'interdit, six mois avant l'élection, de sponsoriser des publications politiques, donc de payer les réseaux sociaux pour qu'ils diffusent un message auprès de certaines catégories de la population. Ce sont donc les militant-es qui vont se charger de répandre la « bonne parole » de leur candidat-e préféré-e.<sup>15</sup>

La technologie se perfectionnant, ce ne sont plus seulement des internautes qui postent et relaient les messages, mais aussi des robots. Il s'agit « *d'automatiser l'envoi des messages, notamment sur Twitter, pour tenter de faire monter certains mots clés comme étant des préoccupations très importantes* »<sup>16</sup>. Évidemment, ces stratégies ne donnent pas une image réelle de la popularité d'un candidat, puisqu' « *une même personne peut être derrière des dizaines, voire des centaines de comptes. Inversement, des comptes peuvent être justement créés par des machines* »<sup>17</sup>. On voit ici l'intérêt démocratique d'une loi comme celle que le parlement philippin a proposée (obliger l'identification réelle sur les réseaux sociaux) et la raison pour laquelle Rodrigo Duterte l'a rejetée.

## **Extrême droite en Flandre : une stratégie efficace**

En Belgique, l'interdiction des publications sponsorisées en période électorale n'existe pas. Une liberté dont n'a pas manqué de profiter Tom Van Grieken, président du Vlaams Belang. Après les élections de 2014, où le parti d'extrême droite ne récolte que 5,9% des voix, sa présence sur les plateaux de télévision se fait rare. Rappelons que le cordon sanitaire médiatique n'est plus vraiment une réalité en Flandre. Pour contourner les médias traditionnels et remonter la pente, **le jeune président de parti, qui a travaillé dans la publicité, mise sur les réseaux sociaux, pour atteindre directement l'électorat**. Un électorat qui, une fois convaincu, va, comme en France, mener une campagne virtuelle pour son parti favori. Campagne virtuelle mais aux effets bien réels, puisqu'en 2019, le score du

---

<sup>14</sup> Conseil supérieur de l'audiovisuel, aujourd'hui fusionné avec l'Hadopi (Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) pour devenir Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique. [www.arcom.fr](http://www.arcom.fr)

<sup>15</sup> Source : Fabienne Greffet, chercheuse en sciences politiques à Nancy, dans un entretien sur France Bleu, publié sur le site de la radio le 22 février 2022. <https://www.francebleu.fr/infos/politique/presidentielles-2022-les-effets-des-reseaux-sociaux-sur-le-resultat-des-elections-sont-surestimes-1644604607>

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Ibid.

VB va passer de 5,9 à près de 19% ; un succès espéré mais d'une ampleur inattendue, y compris pour Tom Van Grieken lui-même.

Puisque la sponsoring des publications est autorisée en Belgique, le VB ne s'en prive pas. Rien que pour promouvoir les publications de sa page Facebook principale, le parti a dépensé plus de 400 000 euros entre le 29 mars et le 25 mai 2019 – soit en moins de deux mois ! Et la stratégie numérique s'est prolongée après les élections avec encore 600 000 euros de frais publicitaires, pour atteindre le million d'euros au début de 2020 ! Les résultats sont à la hauteur de l'investissement : la page Facebook du Vlaams Belang compte 500 000 inscrits (« followers »), bien plus que la NVA (346 000) et sans comparaison possible avec le Parti socialiste francophone (60 000). Le succès de la page FB du parti flamand d'extrême droite dépasse également celui des pages de VTM et de la VRT, les deux médias audiovisuels flamands de référence<sup>18</sup>.

Le Vlaams Belang ne se distingue pas des autres partis uniquement par les chiffres : sa stratégie sur les réseaux sociaux ne consiste pas seulement, comme le font les autres partis, à communiquer sur ses projets, de manière très planifiée. « **L'extrême droite diffuse sur les réseaux sociaux une vision du monde qui favorise l'adhésion à ses thèses.** Elle distille par exemple l'idée que l'Europe plie sous l'effet d'une immigration de masse, qu'elle est traversée par des conflits permanents ou que l'insécurité augmente fortement. "Tout cela vise la colère, l'angoisse", décrypte Ico Maly<sup>19</sup>." Et puis le Vlaams Belang arrive avec un message de délivrance selon lequel il serait le seul parti qui écoute les aspirations du peuple et qui le protège<sup>20</sup> ».

Une tactique populiste qui n'est pas sans rappeler l'utilisation des réseaux sociaux par les clans Duterte et Marcos aux Philippines : créer des récits qui divisent, qui stigmatisent une ou des catégories de la population<sup>21</sup>, pour se présenter comme la personne ou le parti sauveur.

## Régulation...

Les réseaux sociaux sont des outils jusqu'à présent très peu régulés par le pouvoir politique. Leur technologie (notamment les robots) et leur immatérialité en font un contenant dans lequel on peut injecter le meilleur comme le pire. Leur mode de fonctionnement ne favorise pas la confrontation à des opinions différentes ni le dialogue. Cela affaiblit le débat démocratique et laisse le champ libre à des stratégies de manipulation des électeurs et de la réalité (les fameuses « vérités alternatives » et autres « fake news »).

---

<sup>18</sup> Respectivement 392 000 et 369 000 *followers*

<sup>19</sup> Professeur associé à l'Université de Tilburg, spécialiste des mouvements d'extrême droite.

<sup>20</sup> Cet extrait et les informations relatives au VB sont issus de « Les réseaux sociaux, cheval de Troie du Vlaams Belang », un article de Baptiste Hupin sur le site de la RTBF, mis en ligne le 19 mai 2020. <https://www.rtbf.be/article/les-reseaux-sociaux-cheval-de-troie-du-vlaams-belang-10505180> .

<sup>21</sup> Les organisations de défense des droits humains dénoncent le « marquage rouge » pratiqué par Duterte aux Philippines et qui consiste à désigner des opposants politiques comme communistes, voire terroristes, justifiant ainsi des arrestations, des tortures et des meurtres. Nous n'en sommes heureusement pas là en Belgique, où ce sont les personnes d'origine étrangère qui sont accusées de tout les maux par l'extrême droite.

La France a fait un premier pas en interdisant la sponsorship de publications en période électorale. Sinon, actuellement, c'est l'auto-régulation qui fait loi chez les GAFAM<sup>22</sup> : les comptes de Donald Trump ont été suspendus après l'invasion du Capitole par ses partisans en janvier 2021. Sur le fond, on peut comprendre. Sur la forme, c'est une atteinte à la liberté d'expression et ce n'est pas anodin.

Aux Philippines, « *en réponse aux critiques concernant son approche de laissez-faire en matière de désinformation, l'entreprise a depuis retiré des centaines de pages incriminées ; cependant, il n'est pas certain que ces actions fassent quoi que ce soit pour entraver les trolls et leurs armées de désinformation. La désinformation diffusée par les trolls ne se limite pas aux fils d'actualité. Les applications de messagerie instantanée comme WhatsApp, Viber et Facebook Messenger sont des plateformes de choix pour les fake news et la désinformation. Comme il s'agit d'interactions privées, elles sont encore plus difficiles à réguler que la plateforme principale de Facebook* »<sup>23</sup>.

## ... et éducation

Laissons-nous aux GAFAM le droit de décider de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas sur les réseaux sociaux, et d'infliger des sanctions ? La société civile peut agir « *en menant une meilleure campagne numérique, en engageant le public dans des débats et des discussions en ligne et en corrigeant toute désinformation (...)* », estime Jamel Caylan, du mouvement Kilos Ka. Même si, comme il le dit plus haut, une fois que la désinformation atteint un certain stade, il est très difficile de la corriger.

« **Une régulation efficace des réseaux sociaux semble actuellement difficile, le seul espoir est donc l'éducation aux médias et à l'information des utilisateurs.** En donnant les connaissances et les outils pour analyser et critiquer les discours politiques, la manipulation de la population lors des campagnes électorales pourrait être évitée<sup>24</sup> ».

L'éducation aux médias devrait donc être une priorité politique, que ce soit à l'école, dans l'enseignement supérieur, dans la formation continuée des travailleurs ou dans le secteur de l'éducation permanente. À défaut, les Trump, Duterte et autres personnages populistes continueront à l'utiliser à des fins bien peu démocratiques, avec le risque que cela comporte pour les droits humains.

## Pour aller plus loin...

Média-animation consacre une partie de son activité à l'éducation aux médias. L'asbl propose notamment des [formations](#)<sup>25</sup> et des [textes d'analyse](#)<sup>26</sup>.

<sup>22</sup> L'acronyme GAFAM désigne les géants de l'Internet ; Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

<sup>23</sup> Social Media Misinformation and the 2022 Philippine Elections, Japhet Quitzon, sur le site du Center of Strategic International Studies, 22 novembre 2021. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-45m9>

<sup>24</sup> Jocelyn Andrea Gonzalez, dans Présidentielle 2022 : L'influence politique des réseaux sociaux au cœur de la future campagne électorale, 7 mai 2021, sur le site Use You Law. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-45p5>

<sup>25</sup> Voir <https://media-animation.be/-Education-aux-medias-131-.html>

<sup>26</sup> Voir <https://media-animation.be/-Publications-et-ressources-.html>